

Numéro 76 - 10 novembre 2020

À la défense des travailleurs de la santé de l'Alberta
Appui militant à la grève du Syndicat
des employés provinciaux de l'Alberta

- Peggy Askin -



Rassemblement devant l'Hôpital de l'Université de l'Alberta en appui aux travailleurs d'hôpitaux, le 5 novembre 2020

- **Actions des travailleurs du secteur postsecondaire**
- **Le président du Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta félicite les membres**
- **Discussion sur la signification des attaques contre les travailleurs de la santé**

Négociations dans le secteur public au Québec

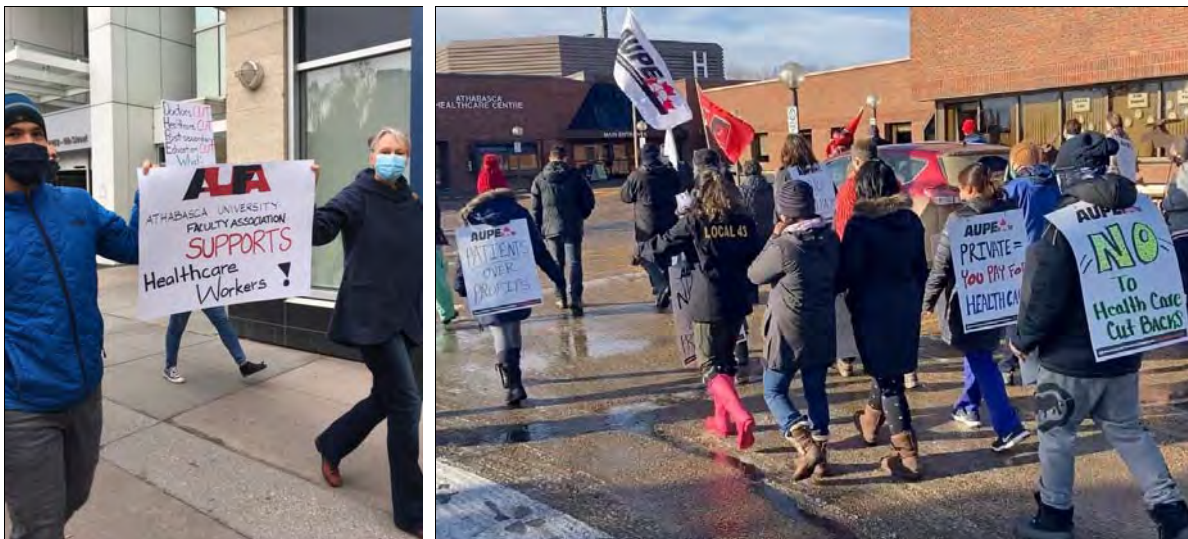
- **Les négociateurs du gouvernement continuent de rejeter les revendications des travailleurs face à la deuxième vague de la pandémie**

À la défense des travailleurs de la santé de l'Alberta
Appui militant à la grève du Syndicat des employés
provinciaux de l'Alberta

- Peggy Askin -

D'Athabasca dans le nord à Calgary dans le sud, des centaines de personnes ont participé à des actions militantes, le 5 novembre, en appui aux travailleurs de la santé, membres du Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta (AUPE), qui ont pris part le 26 octobre à une grève surprise à l'échelle de la

province. Des piquets de grève ont été tenus devant les hôpitaux d'Athabasca, d'Edmonton et de Calgary pour exiger que le gouvernement Kenney arrête toute privatisation des soins de santé, et tous les plans de licenciement de 11 000 travailleurs et de sous-traitance de leurs emplois à des intérêts privés.



Hôpital d'Athabasca, le 5 novembre 2020

Des piquets d'information organisés par la Fédération du travail de l'Alberta ont accueilli les travailleurs arrivant pour le premier quart de travail devant l'Hôpital Royal Alexandra à Edmonton et le Centre des soins de santé de Foothills à Calgary. À midi, des piquets de grève ont été organisés à l'Hôpital de l'Université de l'Alberta à d'Edmonton, au Foothills à Calgary et au Centre des soins de santé d'Athabasca par les professeurs et le personnel de l'Université Athabasca, de l'Université Mount Royal et de l'Université de l'Alberta, qui font tous face à des compressions dévastatrices et à une restructuration imposée par le gouvernement Kenney.



Piquetage tôt le matin à l'Hôpital Foothills à Calgary, le 5 novembre 2020

De plus, Community YYC et Inclusive Canada ont tenu un rassemblement à Calgary à 16 h 30 devant l'hôtel de ville pour s'opposer à l'offensive antisociale du gouvernement du PCU contre les travailleurs et la population de l'Alberta. Parmi les orateurs au rassemblement, il y avait un bénéficiaire du Revenu assuré pour les personnes gravement handicapées (AISH), un enseignant, une personne travaillant pour des programmes de réduction des méfaits pour les personnes souffrant de toxicomanie, un paramédic et d'autres. Tous ont parlé de l'impact de l'attaque du gouvernement sur les droits.

Les syndicats et associations qui ont participé aux actions comprenaient l'Association des professeurs (de l'Université de l'Alberta), le Syndicat uni du transport, l'Association des professeurs de l'Université d'Athabasca (AUFA), le Syndicat canadien de la fonction publique, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, l'Association des sciences de la santé de l'Alberta, la Fraternité internationale des ouvriers de l'électricité (FIOE), le Syndicat des monteurs de charpentes métalliques, l'Association des professeurs de Mount Royal, les Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce, Unifor, les Infirmières et infirmiers unis de l'Alberta et l'Association du personnel non enseignant (Université de l'Alberta).



Rassemblement « Calgary résiste contre Jason Kenney », le 5 novembre 2020

Ces actions reflètent la grande appréciation des Albertains pour le travail dangereux et qui sauve des vies que les travailleurs de la santé accomplissent chaque jour pour prendre soin de la population, en particulier au cours des huit derniers mois de la pandémie. Ils témoignent également de l'appui croissant pour la position militante des travailleurs de la santé à la défense de leurs droits et du bien-être de leurs patients.



Hôpital de l'Université de l'Alberta à Edmonton, le 5 novembre 2020

Un autre trait de ces actions est l'unité d'action qui se développe parmi les secteurs durement touchés par l'intensification du programme antisocial du gouvernement Kenney. David Powell, président de l'AUFA, a rapporté que le rassemblement était l'un des plus importants à avoir eu lieu à Athabasca dans toute l'histoire de la ville. Powell a dit que le débrayage devrait être considéré comme « une étape majeure dans la création d'un mouvement en faveur d'autres actions syndicales en Alberta, en particulier alors que plusieurs syndicats du secteur public entament des négociations. Il est essentiel que d'autres syndicats de la province se mobilisent pour célébrer le courage des travailleurs de la santé. »



Hôpital Royal Alexandra à Edmonton, le 5 novembre 2020

Les actions ont également mis de l'avant la revendication que les Services de santé de l'Alberta (AHS) n'imposent pas de mesures disciplinaires aux travailleurs qui ont participé aux débrayages. L'AUFA a transmis à l'AHS les signatures amassées s'opposant à toute mesure disciplinaire, et l'Association du personnel non enseignant a lancé une pétition en ligne qui demande que le gouvernement :

- annule les 11 000 mises à pied prévues dans le secteur de la santé;
- respecte la « Garantie de santé publique » signée par le premier ministre Kenney;
- garantisse que le système de santé public de l'Alberta soit financé adéquatement;
- protège les emplois de l'ensemble du personnel et des membres de l'AUPE qui ont mené des actions le 26 octobre pour arrêter les licenciements et la privatisation des soins de santé; et
- assure une couverture des soins de santé pour tous, quel que soit le statut d'immigration, y compris l'évaluation, les soins et le traitement liés à la COVID-19.

« Les travailleurs de la santé se battent pour de meilleures conditions de travail, la sécurité de l'emploi et la sécurité de tous les Albertains ! Faites ce qu'il faut faire et assurez-vous que les emplois dans le domaine de la santé soient protégés et que les travailleurs qui ont agi ne soient pas soumis à des mesures disciplinaires ! », lit-on dans la pétition. La pétition peut être trouvée [ici](#)

(Photos : FO, AFL, HSAA)



Actions des travailleurs du secteur postsecondaire



Le 5 novembre, environ 250 travailleurs du secteur de l'éducation postsecondaire (PSE) et d'autres travailleurs se sont rassemblés devant l'Hôpital de l'Université de l'Alberta à Edmonton pour exprimer leur appui sans faille aux travailleurs de la santé de l'Alberta. Les travailleurs du postsecondaire provenaient de la section locale 3911 du SFCP (représentant les tuteurs, les correcteurs, les experts universitaires et les moniteurs de laboratoire employés par l'Université d'Athabasca), de l'Association des professeurs de l'Université d'Athabasca, du Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta, de l'Association des professeurs de l'Université de l'Alberta, l'Association du personnel non enseignant de l'Université de l'Alberta et la Confédération des associations de professeurs de l'Alberta.

Les travailleurs des Infirmières et infirmiers unis de l'Alberta, de l'Association des sciences de la santé de l'Alberta, des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce, de l'Équipe de liaison et d'action des aînés et de la Fédération du travail de l'Alberta se sont joints aux travailleurs du PSE. Un événement semblable à l'heure du midi a eu lieu simultanément à Calgary au Centre des soins de santé de Chumir.

Les travailleurs du PSE au rassemblement devant l'hôpital universitaire portaient des pancartes disant « Des soins publics et non privés », « Solidarité avec



les travailleurs de la santé », « Une attaque contre un est une attaque contre tous », « Les coupures dans les soins de santé ne guérissent jamais », « Licenciez Kenney et non les travailleurs » et « Arrêtez Jason et les escrocs de premier ordre », et agitaient leurs drapeaux syndicaux hauts en couleur. Les manifestants ont fait une courte marche près de l'hôpital, criant des slogans en appui aux travailleurs de la santé. Le slogan le plus populaire était « Hé Hé ! Ho Ho ! Jason Kenney doit partir ! »

Auparavant, le 26 octobre, des centaines de travailleurs de la santé de plus de 40 endroits de travail à l'échelle de l'Alberta ont débrayé pour protester contre les plans du gouvernement provincial de donner en sous-traitance 11 000 emplois dans le domaine de la santé et de privatiser des éléments essentiels du système de santé. Les travailleurs de la santé travaillent sans relâche pour les communautés depuis le début de la pandémie de la COVID-19 et ont pris une position courageuse en appui aux soins de santé publics. Le piquetage du 5 novembre à l'heure du lunch a été l'occasion pour les travailleurs du PSE et les autres travailleurs de reconnaître le courage des travailleurs de la santé et de leur apporter un appui indéfectible à eux et aux soins de santé publics. D'autres piquetages sont prévus pour bientôt.

(Photos : Forum ouvrier)



Le président du Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta félicite les membres



Le président du Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta (AUPE), Guy Smith, a parlé aux travailleurs de leur grève du 26 octobre dans une vidéo affichée sur le site d'AUPE.

« Cette semaine, les travailleurs d'AUPE se sont dressés héroïquement contre certains des plus grands intimidateurs que l'Alberta n'ait jamais connus. En une seule journée, vous avez fait en sorte que les yeux du pays se tournent vers l'ordre du jour de privatisation du gouvernement du PCU. En une seule journée, vous avez montré à vos voisins et à vos collègues de travail comment la force collective peut rassembler les communautés. En une seule journée, vous avez sensibilisé le

public et gagné son appui comme jamais. Vous avez changé les choses en une seule journée. Mais nous savons que la bataille pour sauver nos emplois et préserver les services publics les plus essentiels de l'Alberta ne peut se remporter en une seule journée. C'est une bataille de longue haleine. Elle se mène avec du cœur au ventre et la détermination dont vous avez fait preuve avec tant de bravoure le 26 octobre », a dit Smith.

« Je suis fier de vous, qui avez pris position comme vous l'avez fait. Je ressens un courant de résistance et de courage qui grandit dans cette lutte pour sauver des emplois. [...]

« Ces luttes sont des luttes de longue haleine, qui ne se remportent pas en une seule journée », a dit Smith, « et cette lutte, nous allons la poursuivre ! »

Pour visionner la vidéo au complet, [cliquer ici](#).

(Photo : Progress Alberta)



Discussion sur la signification des attaques contre les travailleurs de la santé

Une vive discussion a lieu présentement sur l'action prise par les travailleurs d'hôpitaux de l'Alberta le 26 octobre. De nombreuses personnes font valoir qu'avec la privatisation, on vole des ressources requises aux services publics et aux travailleurs qui livrent ces services. Cet argent n'est pas « épargné », mais va dans les poches des riches, en particulier des grandes entreprises mondiales dont les profits sont garantis par des contrats lucratifs avec des gouvernements serviles.

L'Institut Parkland



Au sujet des 11 000 travailleurs que le gouvernement Kenney a l'intention de mettre à pied, l'Institut Parkland a souligné que 83 % des travailleurs dans le système de santé sont des femmes, et maintenant le gouvernement du PCU attaque doublement et triplement les femmes qui sont affectées par la pandémie de façon disproportionnée.

« Si on se base sur l'expérience passée de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et du Royaume-Uni, il est clair que lorsque ces postes sont mis en sous-traitance, souvent les travailleuses

qui sont mises à pied sont réengagées à des salaires et des avantages sociaux réduits, des horaires précaires et des tâches accrues. On coupe les coins ronds pour épargner le temps et l'argent, augmentant ainsi le risque d'erreur, de blessures et, pour ce qui est de l'entretien ménager et de la buanderie, le risque d'être infectées », affirme Parkland.

« Les contrats du secteur privé, offerts aux plus bas soumissionnaires, sont basés sur la marge de profit : des salaires, des avantages sociaux et des effectifs en personnel réduits tout en recevant des dollars des fonds publics pour un service de moindre qualité. Les travailleurs sont pris entre deux feux, faisant tout ce qu'ils peuvent pour maintenir les niveaux de soins dans des conditions où il y a moins de ressources et où l'équipement est désuet.

« Ce 'changement transformationnel' au système de santé albertain ne profitera pas aux Albertains. Il ne fera que transférer la richesse des travailleurs de la santé à des entreprises privées et laissera les Albertains plus à risque au cœur de la crise sanitaire du siècle, est-il dit en guise de conclusion.

En réponse à la prétention de Jason Kenney que les services ruraux de buanderie seraient privatisés parce qu'il serait « trop dispendieux » d'acheter des nouveaux équipements, un ancien ministre du cabinet albertain a gazouillé : « Une compagnie de buanderie privatisée ne fera que capitaliser la machinerie et en fera assumer les frais au gouvernement, tout en empochant un profit de 30 %. Les travailleurs obtiennent beaucoup moins, les contribuables paient plus. »

Sur le site de Forum canadien sur les lois du travail, Bob Barnetson et Jason Foster de l'Université d'Athabasca ont écrit : « Affirmer que les syndicats doivent 'respecter le processus de négociation collective' est difficilement conciliable avec l'ingérence répétée du gouvernement du PCU ces 18 derniers mois dans la négociation collective et les droits liés au processus de négociation dans le secteur public. Le gouvernement a unilatéralement reporté les échéanciers d'arbitrage qui étaient inscrits dans les conventions collectives. Il s'est donné le droit d'imposer aux agences du secteur public des mandats de négociation obligatoires et secrets. Il a jeté à la poubelle l'entente négociée en bonne et due forme avec les médecins albertains, pour imposer un contrat par législation. Il a adopté des lois pour restreindre les droits de piquetage des travailleurs, et a récemment adopté la Loi 32, qui impose une série de restrictions sur les activités syndicales, dont le droit de grève. Apparemment, le gouvernement s'attend à ce que les syndicats agissent conformément à la loi, aussi injuste soit-elle, tout en s'accordant le droit de changer les règles qui ne lui conviennent pas. »



Négociations dans le secteur public au Québec

Les négociateurs du gouvernement continuent de rejeter les revendications des travailleurs face à la deuxième vague de la pandémie



Les travailleurs de la santé et des services sociaux occupent les bureaux du Conseil du trésor pour exiger des actions face à leurs revendications pour une convention collective, le 9 novembre 2020.

En conférence de presse le 2 novembre, la Fédération de la santé et des services sociaux de la CSN

(FSSS-CSN) a dénoncé le fait que le gouvernement continue de rejeter les revendications des travailleurs face à la deuxième vague de la COVID-19 à la table de négociation. Les conventions collectives des quelque 550 000 travailleurs syndiqués du secteur public au Québec sont échues depuis le 31 mars 2020. Les négociations en vue de leur renouvellement ont débuté il y a environ un an. Aucune convention collective n'a encore été signée et, selon les syndicats, aucune convention n'est en vue dans un avenir rapproché à moins que le gouvernement ne se mette à négocier sérieusement sur la base des revendications pressantes des travailleurs.

Selon les plus récentes données issues du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (MSSS) et de l'Institut national de la santé publique du Québec (INSPQ), près de 17 000 travailleurs de la santé ont été infectés par la COVID depuis le début de la pandémie, plus de 400 ont dû être hospitalisés et 13 y ont laissé leur vie.

On lit dans le communiqué émis par la FSSS-CSN à l'occasion de la conférence de presse :

« Jeudi dernier [le 29 octobre], à la table de négociation sur le seul sujet des mesures à prendre dans le cadre de la COVID-19, les représentants du ministère de la Santé et des Services sociaux ont clairement indiqué que le ministère ne voyait aucun intérêt à travailler avec nous pour mettre en place des mesures visant à améliorer de façon substantielle la prévention en période de pandémie ni à mettre en place toute forme de reconnaissance pour garder motivés les salarié-es au front ».



La même journée, le ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, avait indiqué publiquement son intention de travailler avec les syndicats pour renforcer la prévention contre la propagation de la COVID-19.

À la table, c'est tout le contraire qui se produit, selon la Fédération.

Des mesures pour faire face à la crise du réseau de la santé et des services sociaux

Parmi les revendications mises de l'avant par la FSSS-CSN pour réduire les risques d'infection, assurer la protection des patients et du personnel et reconnaître la contribution des travailleurs et travailleuses à la lutte contre la pandémie, on compte les mesures suivantes :

- mettre à la disposition de l'ensemble du personnel les équipements de protection individuels (ÉPI) appropriés et nécessaires, en assurant en tout temps une réserve d'équipements en quantité suffisante, notamment en rendant disponible le masque N95;
- fournir les uniformes et procéder à leur entretien;
- fournir des aires de repas et de repos qui permettent de respecter en tout temps les mesures de distanciation physique;
- interdire les déplacements du personnel dans plusieurs sites, installations, services ou unités;
- interdire l'utilisation de personnel d'agence de placement;

- donner accès à un processus de dépistage accéléré pour le personnel et les membres de leur famille immédiate;
- mettre tout le personnel à risque en isolement rémunéré ou en télétravail;
- mettre en place des comités paritaires intersyndicaux locaux et nationaux de crise sanitaire pour forcer les employeurs et le gouvernement à transmettre les informations et à entendre les problèmes du terrain;
- offrir du soutien psychologique supplémentaire;
- convenir de balises pour le télétravail;
- suspendre les frais de stationnement;
- rendre plus largement disponibles les primes COVID. »

Les représentants du gouvernement rejettent les propositions des travailleurs

La vice-présidente de la Fédération, Josée Marcotte, a dit que les représentants du gouvernement rejettent toutes les propositions de la Fédération. Selon elle, ils proposent les mêmes mesures que le gouvernement a mises en place avant la première vague de la pandémie, qui se sont révélées un désastre.

Par exemple, sur la question des ÉPI, ils proposent uniquement que les établissements s'engagent à « déployer des efforts pour respecter les recommandations de l'Institut national de la santé publique ».

Sur la question de fournir les uniformes au personnel et faire leur entretien, ils proposent d'en fournir dans certains secteurs seulement et uniquement selon ce qu'ils appellent la « faisabilité des établissements ». C'est même moins, en fait de mesure de précaution, que ce que l'on retrouve chez McDonald's et Tim Hortons, selon Josée Marcotte. Le gouvernement

n'est même pas prêt à prendre les mesures nécessaires pour empêcher la circulation de vêtements contaminés et il veut laisser cela à la discrétion des établissements. « Pas étonnant que le virus se propage dans le réseau de la santé et des services sociaux et dans la population », ajoute-t-elle.

Au lieu de s'engager à fournir au personnel des aires de repas et de repos qui leur permettent de respecter les mesures sanitaires comme la distanciation physique, en ordonnant aux établissements d'en fournir, les représentants du gouvernement proposent de « rappeler » aux établissements que ces aires sécuritaires font partie des mesures sanitaires en vigueur. À la table, les représentants du gouvernement ont même accusé le personnel de ne pas respecter les règles sanitaires et déclaré que c'est la faute des travailleurs s'il y a de la contamination.

Les représentants du gouvernement refusent d'interdire les déplacements de personnel dans plusieurs installations ou services pour enrayer la propagation de la COVID-19, ce qui fait pourtant partie du plan d'action officiel du gouvernement pendant la deuxième vague. En conséquence, les employeurs continuent de déplacer le personnel et d'afficher des postes assignés à plusieurs sites ou plusieurs



services.

« Pour nous », déclare la vice-présidente, « le gouvernement ne doit pas lésiner sur les mesures à prendre. La santé et la sécurité du monde et de la population, ce n'est pas un enjeu de négociation, c'est une question de vie ou de mort. [...] Ce dont le personnel du réseau de la santé a besoin à ce moment-ci, ce n'est pas du mépris de la part du gouvernement, c'est de la reconnaissance, et surtout, un maximum de protection pour que nos anges gardiens ne deviennent pas des anges tout court. Ce que nous on veut, c'est faire le maximum pour protéger les usagers et la population. »

En conclusion de la conférence de presse, le président de la FSSS-CSN, Jeff Begley a dit qu'il a pris note de la proposition du ministre de la Santé et des Services sociaux de s'asseoir avec les syndicats pour améliorer la prévention contre la COVID-19, mais que la condition est l'instauration d'un vrai dialogue pour mettre en place les conditions pour protéger le personnel. Il faut que des discussions sérieuses aient lieu, la situation presse, il faut rattraper le retard, a-t-il dit.



Devant les bureaux du Conseil du trésor à Montréal, le 9 novembre 2020



Site web : www.pccml.ca Courriel : forumouvrier@cpcml.ca